

SERVICE PUBLIC FEDERAL SANTE PUBLIQUE,
SECURITE DE LA CHAINE ALIMENTAIRE
ET ENVIRONNEMENT

F. 2009 — 2656

[C — 2009/24224]

19 JUIN 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 juillet 2008 portant coordination de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 14 janvier 2002 portant des mesures en matière de soins de santé, article 113;

Vu l'arrêté royal du 10 juillet 2008 portant coordination de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins;

Vu les avis de l'Inspecteur des Finances du 15 janvier 2009 et du 20 mars 2009;

Vu les accords du Secrétaire d'Etat au Budget du 19 février 2009 et du 23 mars 2009;

Vu l'avis n° 46.415/3 du Conseil d'Etat du 28 avril 2009 donné en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. A l'article 24 de l'annexe ajoutée à l'arrêté royal du 10 juillet 2008 portant coordination de la loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, le texte actuel de l'alinéa 1^{er} formera le paragraphe 1^{er} et le texte actuel de l'alinéa 2 formera le paragraphe 2.

Art. 2. A l'article 25 de l'annexe ajoutée au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° Avant les mots « L'activité infirmière doit faire l'objet d'une évaluation qualitative », la mention « § 1^{er}. » est insérée;

2° Avant les mots « Le Roi crée », la mention « § 2. » est insérée;

3° Avant les mots « L'évaluation visée au § 2 », la mention « § 3. » est insérée;

4° Avant les mots « Le Roi peut », la mention « § 4. » est insérée.

Art. 3. Dans l'article 37 de l'annexe ajoutée au même arrêté, dans le texte français, les mots « comptes tenus » sont remplacés par les mots « compte tenu ».

Art. 4. Dans l'article 45, alinéa 1^{er}, de l'annexe ajoutée au même arrêté, dans le texte français, le mot « peux » est remplacé par le mot « peut ».

Art. 5. Dans l'article 55, alinéa 4, de l'annexe ajoutée au même arrêté, les mots « aux articles 23 et 24 » sont remplacés par les mots « aux articles 36 et 37 ».

Art. 6. Dans l'article 64 de l'annexe ajoutée au même arrêté, dans le texte français, les mots « aux articles 123, 130 ou 135 de la Constitution » sont remplacés par les mots « aux articles 128, 130 ou 135 de la Constitution ».

Art. 7. Dans l'article 70 de l'annexe ajoutée au même arrêté, dans le texte français, les mots « du comité local éthique » sont remplacés par les mots « du comité local d'éthique ».

Art. 8. Dans l'article 76 de l'annexe ajoutée au même arrêté, dans le texte français, les mots « le justifient, » sont insérés entre les mots « santé publique » et « l'autorité ».

Art. 9. Dans l'article 82, § 3, de l'annexe ajoutée au même arrêté, dans le texte français, le mot « médico-technique » est remplacé par le mot « médico-techniques ».

Art. 10. Dans l'article 105, § 3, de l'annexe ajoutée au même arrêté, dans le texte français, les mots « des critères déterminer les modalités » sont remplacés par les mots « déterminer des critères et des modalités ».

Art. 11. Dans l'article 120, § 1, 5°, de l'annexe ajoutée au même arrêté royal, dans le texte français, la référence « article 91 » est remplacée par la référence « article 98 ».

FEDERALE OVERHEIDSDIENST VOLKSGEZONDHEID,
VEILIGHEID VAN DE VOEDSELKETEN
EN LEEFMILIEU

N. 2009 — 2656

[C — 2009/24224]

19 JUNI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juli 2008 houdende coördinatie van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 14 januari 2002 houdende maatregelen inzake gezondheidszorg, artikel 113;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juli 2008 houdende coördinatie van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen;

Gelet op de adviezen van de Inspecteur van Financiën van 15 januari 2009 en 20 maart 2009;

Gelet op de akkoordbevindingen van de Staatssecretaris voor Begroting van 19 februari 2009 en 23 maart 2009;

Gelet op het advies nr. 46.415/3 van de Raad van State van 28 april 2009 gegeven overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 24 van de bijlage gevoegd bij het koninklijk besluit van 10 juli 2008 houdende coördinatie van de wet betreffende de ziekenhuizen en andere verzorgingsinrichtingen, zal de bestaande tekst van het eerste lid paragraaf 1 vormen en zal de bestaande tekst van het tweede lid paragraaf 2 vormen.

Art. 2. In artikel 25 van de bijlage gevoegd bij hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° Voor de woorden « De verpleegkundige activiteit moet kwalitatief getoetst worden » wordt de vermelding « § 1. » ingevoegd;

2° Voor de woorden « De Koning richt » wordt de vermelding « § 2. » ingevoegd;

3° Voor de woorden « De in § 2 bedoelde toetsing » wordt de vermelding « § 3. » ingevoegd;

4° Voor de woorden « De Koning kan » wordt de vermelding « § 4. » ingevoegd.

Art. 3. In artikel 37 van de bijlage gevoegd bij hetzelfde besluit, worden in de Franse tekst de woorden « comptes tenus » vervangen door de woorden « compte tenu ».

Art. 4. In artikel 45, eerste lid, van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt in de Franse tekst het woord « peux » vervangen door het woord « peut ».

Art. 5. In artikel 55, vierde lid, van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden de woorden « de artikelen 23 en 24 » vervangen door de woorden « de artikelen 36 en 37 ».

Art. 6. In artikel 64 van de bijlage gevoegd bij hetzelfde besluit, worden in de Franse tekst de woorden « aux articles 123, 130 ou 135 de la Constitution » vervangen door de woorden « aux articles 128, 130 ou 135 de la Constitution ».

Art. 7. In artikel 70 van de bijlage gevoegd bij hetzelfde besluit, worden in de Franse tekst de woorden « du comité local éthique » vervangen door de woorden « du comité local d'éthique ».

Art. 8. In artikel 76, van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden in de Franse tekst de woorden « le justifient, » ingevoegd tussen de woorden « santé publique » en « l'autorité ».

Art. 9. In artikel 82, § 3, van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt in de Franse tekst het woord « médico-technique » vervangen door het woord « médico-techniques ».

Art. 10. In artikel 105, § 3, van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden in de Franse tekst de woorden « des critères déterminer les modalités » vervangen door de woorden « déterminer des critères et des modalités ».

Art. 11. In artikel 120, § 1, 5°, van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt in de Franse tekst de vermelding « article 91 » vervangen door de vermelding « article 98 ».

Art. 12. Dans l'article 145 de l'annexe ajoutée au même arrêté royal, le texte actuel de l'alinéa 1^{er} formera le paragraphe 1^{er} et le texte actuel de l'alinéa 2 formera le paragraphe 2.

Art. 13. L'article 155, § 6, de l'annexe ajoutée au même arrêté, est supprimé.

Art. 14. A l'article 159 de l'annexe, ajoutée au même arrêté, le texte actuel de l'alinéa 1^{er} formera le paragraphe 1^{er}, le texte actuel de l'alinéa 2 formera le paragraphe 2 et le texte actuel de l'alinéa 3 formera le paragraphe 3.

Art. 15. A l'article 168 de l'annexe ajoutée au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 2, 4°, les mots « article 152, § 2, 2^e alinéa, en ce qui concerne tous les médecins-spécialistes » sont remplacés par les mots « article 152, § 2, 2^{ième} alinéa, tel que modifié par l'article 45, 3°, de la loi du 13 décembre 2006 portant dispositions diverses en matière de santé, en ce qui concerne tous les médecins-spécialistes »;

2° dans l'alinéa 3, les mots « tel que modifié par l'article 45, 3°, de la loi du 13 décembre 2006 portant dispositions diverses en matière de santé » sont insérés entre les mots « l'article 152, § 2, 2^e alinéa, » et « entre en vigueur »; les mots « le 1^{er} janvier 2007 » sont insérés entre les mots « entre en vigueur » et « à condition que le Roi ».

Art. 16. Dans la note 12 des notes ajoutées au même arrêté, la référence « article 9^{ter} » est remplacée par la référence « article 9^{quater} ».

Art. 17. Dans la note 13 des notes ajoutées au même arrêté, la référence « article 9^{ter} » est remplacée par la référence « article 9^{quinquies} ».

Art. 18. La note 39 des notes ajoutées au même arrêté, est complétée par la référence « ; loi du 7 août 1987, article 26 ».

Art. 19. Dans la note 66 des notes ajoutées au même arrêté, la référence « Loi du 7 août 1987, article 68; » est insérée dans le texte français, entre la référence « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 6, § 1^{er}; » et la référence « Arrêté royal du 25 avril 1997, article 12 et article 13; ».

Art. 20. Dans la note 103 des notes ajoutées au même arrêté, la référence « Loi du 7 août 1987, article 96; » est inséré dans le texte français, après la référence « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 10; ».

Art. 21. Dans la note 118 des notes ajoutées au même arrêté, dans le texte français, la référence « loi du 7 août 1987 » est complétée avec l'indication « , article 105 ».

Art. 22. Dans la note 128 des notes ajoutées au même arrêté, dans le texte français, la référence « loi du 7 août 1986 » est remplacée par la référence « loi du 7 août 1987 ».

Art. 23. Dans le texte français de la note 151 des notes ajoutées au même arrêté, les mots « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 25; » sont remplacés par les mots « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 25; loi du 7 août 1987, article 137; ».

Art. 24. Dans la note 155 des notes ajoutées au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le texte français, la référence « loi du 7 août 1987 » est complétée avec l'indication « , article 140 »;

2° dans la référence à la loi du 27 avril 2005, les mots « article 33 » sont remplacés par les mots « articles 33 et 57 ».

Art. 25. Entre les notes 167 et 170 des notes ajoutées au même arrêté, les notes 168 et 169 sont insérées, rédigées comme suit :

« (168) Loi du 14 janvier 2002, article 127; loi du 13 décembre 2006, articles 47, 59 et 60; loi du 4 juin 2007, article 6; arrêté royal du 25 avril 1997, articles 12 et 13.

(169) Loi du 13 décembre 2006, article 46. »

Art. 12. In artikel 145 van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, zal de bestaande tekst van het eerste lid paragraaf 1 vormen en zal de bestaande tekst van het tweede lid paragraaf 2 vormen.

Art. 13. Artikel 155, § 6, van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 159 van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, zal de bestaande tekst van het eerste lid paragraaf 1 vormen, zal de bestaande tekst van het tweede lid paragraaf 2 vormen en zal de bestaande tekst van het derde lid paragraaf 3 vormen.

Art. 15. In artikel 168 van de bijlage, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het tweede lid, 4°, worden de woorden « artikel 152, § 2, tweede lid, voor wat betreft alle geneesheren-specialisten » vervangen door de woorden « artikel 152, § 2, tweede lid, zoals gewijzigd bij artikel 45, 3°, van de wet van 13 december 2006 houdende diverse bepalingen betreffende gezondheid, voor wat betreft alle geneesheren-specialisten »;

2° in het derde lid worden de woorden « zoals gewijzigd bij artikel 45, 3°, van de wet van 13 december 2006 houdende diverse bepalingen betreffende gezondheid, op 1 januari 2007 » ingevoegd tussen de woorden « artikel 152, § 2, tweede lid, » en « in werking ».

Art. 16. In voetnoot 12 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt de vermelding « artikel 9^{ter} » vervangen door de vermelding « artikel 9^{quater} ».

Art. 17. In voetnoot 13 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt de vermelding « artikel 9^{ter} » vervangen door de vermelding « artikel 9^{quinquies} ».

Art. 18. Voetnoot 39 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt aangevuld met de verwijzing « ; wet van 7 augustus 1987, artikel 26 ».

Art. 19. In voetnoot 66 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt in de Franse tekst de verwijzing « Loi du 7 août 1987, article 68; » ingevoegd tussen de verwijzing « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 6, § 1^{er}; » en de verwijzing « Arrêté royal du 25 avril 1997, article 12 et article 13; ».

Art. 20. In voetnoot 103 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt in de Franse tekst de verwijzing « loi du 7 août 1987, article 96; » ingevoegd na de verwijzing « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 10; ».

Art. 21. In voetnoot 118 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt in de Franse tekst de verwijzing « loi du 7 août 1987 » aangevuld met de vermelding « , article 105 ».

Art. 22. In voetnoot 128 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt in de Franse tekst de verwijzing « loi du 7 août 1986 » vervangen door de verwijzing « loi du 7 août 1987 ».

Art. 23. In voetnoot 151 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden in de Franse tekst de woorden « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 25; » vervangen door de woorden « arrêté royal n° 407 du 18 avril 1986, article 25; loi du 7 août 1987, article 137; ».

Art. 24. In voetnoot 155 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de Franse tekst wordt de verwijzing « loi du 7 août 1987 » aangevuld met de vermelding « , article 140 »;

2° in de verwijzing naar de wet van 27 april 2005 worden de woorden « artikel 33 » vervangen door de woorden « artikelen 33 en 57 ».

Art. 25. Tussen de voetnoten 167 en 170 van de nota's, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden de voetnoten 168 en 169 ingevoegd, luidende als volgt :

« (168) Wet van 14 januari 2002, artikel 127; wet van 13 december 2006, artikelen 47, 59 en 60; wet van 4 juni 2007, artikel 6; koninklijk besluit van 25 april 1997, artikelen 12 en 13.

(169) Wet van 13 december 2006, artikel 46. »

Art. 26. Dans la première table de concordance ajoutée au même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'intitulé est remplacé par ce qui suit : « CONCORDANTIETABEL WET BETREFFENDE DE ZIEKENHUIZEN EN ANDERE VERZORGINGSINRICHTINGEN »

2° entre l'avant-dernière et la dernière ligne, deux nouvelles lignes sont insérées avec les indications suivantes :

—	168	—	168
—	169	—	169

3° dans la colonne de droite de la dernière ligne, l'indication « 168 » est remplacée par l'indication « 170 ».

Art. 27. § 1^{er}. La deuxième table de concordance ajoutée au même arrêté, est remplacée par la table suivante :

<u>« Nieuw artikel »</u>	<u>Oud artikel</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	9bis
11	9ter
12	9quater
13	9quinquies
14	9sexies
15	10
16	11
17	12
18	13
19	14
20	15
21	16
22	17
23	17bis
24	17ter
25	17quater
26	17quinquies
27	17sexies
28	17septies
29	17octies
30	17novies
31	18
32	19
33	20
34	21
35	22
36	23
37	24

Art. 26. In de eerste concordantietabel, gevoegd bij hetzelfde besluit, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het opschrift wordt vervangen als volgt : « CONCORDANTIETABEL WET BETREFFENDE DE ZIEKENHUIZEN EN ANDERE VERZORGINGSINRICHTINGEN »;

2° tussen de voorlaatste en laatste rij worden twee nieuwe rijen ingevoegd met volgende vermeldingen :

3° in de rechterkolom van de laatste rij wordt de vermelding « 168 » vervangen door de vermelding « 170 ».

Art. 27. § 1. De tweede concordantietabel, gevoegd bij hetzelfde besluit, wordt vervangen door volgende tabel :

<u>« Nieuw artikel</u>	<u>Oud artikel</u>
38	25
39	26
40	27
41	28
42	29
43	30
44	31
45	32
46	32bis
47	33
48	34
49	35
50	36
51	37
52	38
53	39
54	40
Opgeheven	40bis
55	41
56	42
57	43
58	44
59	44bis
60	44ter
61	45
62	45bis
63	46
64	46bis
65	47
Opgeheven	48 tot en met 67
66	68
67	69
68	70
69	70bis
70	70ter
71	70quater
72	71
73	72
74	73
75	74
76	75
77	75bis
78	76
79	76bis
Opgeheven	76ter
80	76quater
81	76quinquies
82	76sexies
83	77
84	78
85	79

<u>« Nieuw artikel</u>	<u>Oud artikel</u>
86	80
87	81
88	82
89	83
90	84
91	85
92	86
93	86bis
94	86ter
95	87
96	88
Opgeheven	89
97	90
98	91
99	92
Opgeheven	93
100	94
101	94bis
102	95
103	96
104	96bis
105	97
106	97bis
107	97ter
108	98
109	99
110	100
111	101
112	102
113	103
114	104
115	104bis
116	104ter
117	104quater
118	105
119	106
120	107
Opgeheven	107bis
121	107ter
122	107quater
123	107quinquies
124	108
125	109
126	110
Opgeheven	111 tot en met 114
127	115
128	116
129	117
130	118
131	119
132	120

<u>« Nieuw artikel</u>	<u>Oud artikel</u>
133	121
134	122
135	123
136	124
137	125
138	126
139	127
140	128
141	128 <i>bis</i>
142	129
143	129 <i>bis</i>
144	130
145	131
146	132
147	133
148	134
149	135
150	136
151	137
152	138
153	139
154	139 <i>bis</i>
155	140
156	141
157	142
158	142 <i>bis</i>
159	143
160	144
161	145
162	146
163	147
164	148
165	149
166	150
167	151
168	—
169	—
170	Art. 5. Wet van 27 juni 1978 tot wijziging van de wetgeving op de ziekenhuizen en betreffende sommige andere vormen van verzorging »

§ 2. L'intitulé de la deuxième table de concordance est remplacé par ce qui suit : « CONCORDANTIETABEL WET BETREFFENDE DE ZIEKENHUIZEN EN ANDERE VERZORGINGSINRICHTINGEN ».

§ 2. Het opschrift van de tweede concordantietabel wordt vervangen als volgt : « CONCORDANTIETABEL WET BETREFFENDE DE ZIEKENHUIZEN EN ANDERE VERZORGINGSINRICHTINGEN ».

Art. 28. Une troisième et quatrième table de concordance sont ajoutées au même arrêté, rédigées comme suit :

Art. 28. Een derde en vierde concordantietabel worden ingevoegd bij hetzelfde besluit, luidend als volgt :

« TABLE DE CONCORDANCE LOI RELATIVE AUX HOPITAUX ET A D'AUTRES ETABLISSEMENTS DE SOINS »

Ancien article	Nouvel article
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
9bis	10
9ter	11
9quater	12
9quinquies	13
9sexies	14
10	15
11	16
12	17
13	18
14	19
15	20
16	21
17	22
17bis	23
17ter	24
17quater	25
17quinquies	26
17sexies	27
17septies	28
17octies	29
17novies	30
18	31
19	32
20	33
21	34
22	35
23	36
24	37
25	38
26	39
27	40
28	41
29	42
30	43
31	44
32	45
32bis	46
33	47

<u>Ancien article</u>	<u>Nouvel article</u>
34	48
35	49
36	50
37	51
38	52
39	53
40	54
40bis	Supprimé
41	55
42	56
43	57
44	58
44bis	59
44ter	60
45	61
45bis	62
46	63
46bis	64
47	65
48 jusqu'à 67	Supprimé
68	66
69	67
70	68
70bis	69
70ter	70
70quater	71
71	72
72	73
73	74
74	75
75	76
75bis	77
76	78
76bis	79
76ter	Supprimé
76quater	80
76quinquies	81
76sexies	82
77	83
78	84
79	85
80	86
81	87
82	88
83	89
84	90
85	91
86	92
86bis	93
86ter	94
87	95

<u>Ancien article</u>	<u>Nouvel article</u>
88	96
89	Supprimé
90	97
91	98
92	99
93	Supprimé
94	100
94bis	101
95	102
96	103
96bis	104
97	105
97bis	106
97ter	107
98	108
99	109
100	110
101	111
102	112
103	113
104	114
104bis	115
104ter	116
104quater	117
105	118
106	119
107	120
107bis	Supprimé
107ter	121
107quater	122
107quinquies	123
108	124
109	125
110	126
111 jusqu'à 114	Supprimé
115	127
116	128
117	129
118	130
119	131
120	132
121	133
122	134
123	135
124	136
125	137
126	138
127	139
128	140
128bis	141
129	142

<u>Ancien article</u>	<u>Nouvel article</u>
129bis	143
130	144
131	145
132	146
133	147
134	148
135	149
136	150
137	151
138	152
139	153
139bis	154
140	155
141	156
142	157
142bis	158
143	159
144	160
145	161
146	162
147	163
148	164
149	165
150	166
151	167
—	168
—	169
Art. 5. Loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins	170

TABLE DE CONCORDANCE LOI RELATIVE AUX HOPITAUX ET A D'AUTRES ETABLISSEMENTS DE SOINS

<u>Nouvel article</u>	<u>Ancien article</u>
1	1
2	2
3	3
4	4
5	5
6	6
7	7
8	8
9	9
10	9bis
11	9ter
12	9quater
13	9quinquies
14	9sexies
15	10
16	11
17	12
18	13

<u>Nouvel article</u>	<u>Ancien article</u>
19	14
20	15
21	16
22	17
23	17bis
24	17ter
25	17quater
26	17quinquies
27	17sexies
28	17septies
29	17octies
30	17novies
31	18
32	19
33	20
34	21
35	22
36	23
37	24
38	25
39	26
40	27
41	28
42	29
43	30
44	31
45	32
46	32bis
47	33
48	34
49	35
50	36
51	37
52	38
53	39
54	40
Supprimé	40bis
55	41
56	42
57	43
58	44
59	44bis
60	44ter
61	45
62	45bis
63	46
64	46bis
65	47
Supprimé	48 jusqu'à 67
66	68
67	69

<u>Nouvel article</u>	<u>Ancien article</u>
68	70
69	70bis
70	70ter
71	70quater
72	71
73	72
74	73
75	74
76	75
77	75bis
78	76
79	76bis
Supprimé	76ter
80	76quater
81	76quinquies
82	76sexies
83	77
84	78
85	79
86	80
87	81
88	82
89	83
90	84
91	85
92	86
93	86bis
94	86ter
95	87
96	88
Supprimé	89
97	90
98	91
99	92
Supprimé	93
100	94
101	94bis
102	95
103	96
104	96bis
105	97
106	97bis
107	97ter
108	98
109	99
110	100
111	101
112	102
113	103
114	104
115	104bis

<u>Nouvel article</u>	<u>Ancien article</u>
116	104 ^{ter}
117	104 ^{quater}
118	105
119	106
120	107
Supprimé	107 ^{bis}
121	107 ^{ter}
122	107 ^{quater}
123	107 ^{quinquies}
124	108
125	109
126	110
Supprimé	111jusqu'à 114
127	115
128	116
129	117
130	118
131	119
132	120
133	121
134	122
135	123
136	124
137	125
138	126
139	127
140	128
141	128 ^{bis}
142	129
143	129 ^{bis}
144	130
145	131
146	132
147	133
148	134
149	135
150	136
151	137
152	138
153	139
154	139 ^{bis}

<u>Nouvel article</u>	<u>Ancien article</u>
155	140
156	141
157	142
158	142bis
159	143
160	144
161	145
162	146
163	147
164	148
165	149
166	150
167	151
168	—
169	—
170	Art. 5. Loi du 27 juin 1978 modifiant la législation sur les hôpitaux et relative à certaines autres formes de dispensation de soins »

Art. 29. Le présent arrêté produit ses effets le 17 novembre 2008.

Art. 30. La Ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juin 2009.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Mme L. ONKELINX

Art. 29. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 17 november 2008.

Art. 30. De Minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 2009.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Mevr. L. ONKELINX

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

F. 2009 — 2657

[C — 2009/09531]

12 JUILLET 2009. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 28 décembre 2006 portant réforme de la carrière particulière des agents du niveau A des services extérieurs de la Direction générale Exécution des Peines et Mesures dans le Service public fédéral Justice

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'arrêté royal du 28 décembre 2006 portant réforme de la carrière particulière des agents du niveau A des services extérieurs de la Direction générale Exécution des Peines et Mesures dans le Service public fédéral Justice;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 septembre 2008;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 6 novembre 2008;

Vu l'accord du Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 15 décembre 2008;

Vu le protocole n° 334 du Comité de secteur III, Justice, conclu le 12 janvier 2009;

Vu l'avis du Comité de direction, donné le 4 mars 2009;

Vu l'avis 46.623/2 du Conseil d'Etat, donné le 3 juin 2009, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que pour des raisons fonctionnelles et budgétaires, il est nécessaire de prévoir la base réglementaire pour la désignation des postes de conseiller général établissement pénitentiaire III – directeur et de directeur régional établissement pénitentiaire;

Considérant que les fonctions précitées ont initialement été définies comme des fonctions à mandat N-2 mais que, du fait que la mise en œuvre des fonctions N-2 n'a pas pu se faire, elles ont en définitive été converties en fonctions A5 en mandats;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

N. 2009 — 2657

[C — 2009/09531]

12 JULI 2009. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 28 december 2006 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van de ambtenaren van niveau A van de buitendiensten van het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen binnen de Federale Overheidsdienst Justitie

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het koninklijk besluit van 28 december 2006 houdende hervorming van de bijzondere loopbaan van de ambtenaren van niveau A van de buitendiensten van het Directoraat-generaal Uitvoering van Straffen en Maatregelen binnen de Federale Overheidsdienst Justitie;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 september 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, d.d. 6 november 2008;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 15 december 2008;

Gelet op het protocol nr. 334 van het Sectorcomité III, Justitie, gesloten op 12 januari 2009;

Gelet op het advies van het Directiecomité, gegeven op 4 maart 2009;

Gelet op advies 46.623/2 van de Raad van State, gegeven op 3 juni 2009, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het om functionele en budgettaire redenen, nodig is de réglementaire basis voor de aanstelling van de posten van adviseur generaal penitentiaire instelling III – directeur en van regionaal directeur gevangeniswezen te voorzien;

Overwegende dat de voornoemde functies initieel als mandaatfuncties N-2 werden gedefinieerd, maar omwille van het niet meer mogen opstarten van de N-2 functies, werden zij uiteindelijk geconverteerd in A5-functies in mandaat;